



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3
Bid Fax: (613) 545-8067

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Master Standing Offer (RMSO)

Offre à commandes maître régionale (OCMR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet Des services de traduction	
Solicitation No. - N° de l'invitation E6TOR-18RM04/A	Date 2018-09-18
Client Reference No. - N° de référence du client E6TOR-18-RM04	Amendment No. - N° modif. 002
File No. - N° de dossier KIN-8-50062 (615)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-615-7568	
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale 2018-08-30	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-09-26	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Denbeigh, Andrew	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Telephone No. - N° de téléphone (613) 484-1586 ()	Buyer Id - Id de l'acheteur kin615
FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067	
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Modification 002 à l'invitation à soumissionner E6TOR-18RM04/A – Services de traduction

La présente modification vise à :

- 1. afficher les questions reçues de soumissionnaires, ainsi que leurs réponses respectives;**
 - 2. modifier l'invitation à soumissionner, au besoin.**
-

1. Questions et réponses

Question 1 : Qui fournit actuellement ces services (y a-t-il un entrepreneur titulaire)?

Réponse 1 : L'entrepreneur titulaire est le Masha Krupp Translation Group Ltd.

Question 2 : L'invitation à soumissionner fournit le volume prévu (usages estimés), mais y a-t-il une limite financière associée à l'Offre à commandes principale et régionale (OCPR) qui en découle? Sachant très bien qu'il n'y a aucune garantie concernant les volumes, est-ce que des mots additionnels peuvent être traduits en fonction des besoins des clients?

Réponse 2 : Il n'y a aucune limite financière associée à l'OCPR qui en découle. Le volume réel peut se situer au-dessus ou au-dessous des usages estimés dans l'Annexe B.

Question 3 : Les traducteurs et/ou les réviseurs devront-ils travailler sur place? Il est indiqué ceci à la page 25 sur 37 : « L'entrepreneur peut consulter de la documentation de référence additionnelle de l'utilisateur (sur place). Les arrangements nécessaires devront être pris au préalable et le personnel de l'entrepreneur devra être escorté pendant sa présence sur les lieux. »

Réponse 3 : Non, les traducteurs et/ou les réviseurs ne seront pas tenus de travailler sur place. L'option de consultation de documents de référence additionnels sur le site de l'utilisateur serait envisagée dans des circonstances exceptionnelles et à la discrétion de l'offrant.

Question 4 : Une organisation de l'étranger peut-elle soumettre une offre?

Réponse 4 : En raison de la nature des besoins, le seul accord commercial applicable est l'Accord de libre-échange canadien, et ce besoin est limité aux services canadiens. Pour qu'une offre puisse être considérée, il faut que les services offerts soient canadiens. Pour obtenir plus de détails concernant le contenu canadien, veuillez consulter l'article 5.2.3.1 de la demande d'offre à commandes (DOC).

Question 5 : Les ministères utiliseront-ils un outil pour déterminer le compte de mots? Le cas échéant, quel sera l'outil?

Réponse 5 : Conformément à l'invitation à soumissionner (Annexe A – Énoncé des travaux, A.5.2 Compte de mots), le compte de mots sera effectué de manière électronique, à partir du texte source, en utilisant le même logiciel et la même version (p. ex., la suite Microsoft Office).

Question 6 : Quelle est la proportion approximative de textes devant être traduits vers l'anglais ou révisés en anglais, comparativement aux textes devant être traduits vers le français ou devant être révisés en français?

Réponse 6 : Il n'existe aucune garantie en matière de proportion, mais par le passé la vaste majorité des travaux ont été effectués de l'anglais vers le français (>90 % mots traduits de l'anglais vers le français).

Question 7 : Objet : Annexe A – Énoncé des travaux, A3 Définitions

Dans l'Annexe A, Section A3 DÉFINITIONS, au point A3.b, une «Traduction urgente » est définie comme suit : « Texte dont la traduction ou la modification en dehors d'un jour ouvrable (du lundi au vendredi) doit être accomplie dans les 24 heures qui suivent sa réception, sauf indication contraire sur la commande. » Toutefois, il n'est pas mentionné s'il est nécessaire d'être disponible les fins de semaine et les jours fériés pour recevoir les travaux. Au 3^e paragraphe de la section A5.1, il est indiqué qu'« une personne doit être disponible chaque jour ouvrable de l'année au bureau de l'entrepreneur pour accuser réception des travaux ».

- a. Pouvons-nous envoyer des travaux devant être effectués les fins de semaine et les jours fériés?
- b. Dans l'affirmative, à quelle fréquence ou dans quelle proportion?
- c. Est-ce qu'une personne doit être disponible pour accuser réception des travaux en dehors des jours ouvrables (en soirée, les fins de semaine et les jours fériés)?

Réponse 7 : Si les travaux sont des « Traductions urgentes », le chargé de projet l'indiquera dans la commande subséquente. Sinon, les traductions doivent être effectuées comme des travaux « réguliers », et conformément à l'Énoncé des travaux. La plupart des « traductions urgentes » seront réalisées en soirée, c'est-à-dire pour livraison le jour suivant durant la semaine, mais certains besoins uniques pourraient nécessiter la réalisation de travaux la fin de semaine/les jours fériés. Il n'est pas nécessaire d'avoir des employés disponibles pour accuser réception des travaux en dehors des « jours ouvrables ».

Question 8 : Objet : Annexe A – Énoncé des travaux, A4.4 Logiciels

Concernant le point A4.4 de l'Énoncé des travaux, est-ce que SPAC peut donner plus de détails concernant les logiciels NMS et Digicon? Est-ce que SPAC fournirait la dernière version du logiciel au soumissionnaire retenu, au besoin? Comment ces outils seraient-ils utilisés dans le contexte de ce projet? Est-ce que cela s'appliquerait à toutes les demandes?

Réponse 8 : SPAC a décidé de retirer ce logiciel des exigences. Veuillez lire la modification 2A ci-dessous.

Question 9 : Au sujet de l'Annexe A – Énoncé des travaux, A3 Définitions

À l'Annexe A, Section A3 DÉFINITIONS, il est indiqué ceci au point A3.c Traduction technique : « Il incombera au traducteur de placer les notes traduites sur la version électronique des documents techniques à l'aide du logiciel avec lequel les schémas ont été créés ».

- a. De quels logiciels est-il question ici?
- b. Quelle est la proportion des travaux devant être effectuée avec ces logiciels?

Réponse 9 : Au sujet de la Question 8, le devis directeur national pour la construction publié par Devis de construction Canada (DCC) et Digicon Information Inc. est retiré des exigences. Le seul logiciel que l'entrepreneur doit bien connaître est la suite Microsoft Office.

Question 10 : Pouvez-vous confirmer que les réviseurs et/ou traducteurs proposés doivent être **soit** agréés par une association professionnelle provinciale ou territoriale de traducteurs **OU** détenir un diplôme en traduction? Cette exigence peut paraître contradictoire, puisqu'à la page 28 sur 37 ces deux options ne sont pas indiquées.

Réponse 10 : C'est bien cela, les réviseurs et traducteurs proposés doivent être agréés par une association professionnelle provinciale ou territoriale de traducteurs, ou détenir un diplôme en traduction, littérature, formation linguistique, communications ou dans une discipline connexe. L'Énoncé des travaux sera modifié afin de refléter correctement cette exigence. Veuillez voir la modification 2B ci-dessous.

2. Modifications

2A

Voir : Annexe A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX, A4.4 Logiciels

Supprimer :

Au minimum, l'entrepreneur doit bien connaître les logiciels suivants :

- suite Microsoft Office 2016 (Word 2016, PowerPoint 2016, Excel 2016);
- devis directeur national pour la construction publié par Devis de construction Canada (DCC) et Digicon Information Inc. (disponible à partir du site www.spex.ca/ ou par téléphone, au 1-800-610-7732) ou ses versions ultérieures, selon le cas, en fonction des directives du chargé de projet figurant sur la commande.

Ajouter :

Au minimum, l'entrepreneur doit bien connaître les logiciels suivants :

- suite Microsoft Office 2016 (Word 2016, PowerPoint 2016, Excel 2016).

2B

Voir : Annexe A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX, A4.6 Équipe de l'entrepreneur

Supprimer :

A4.6.b. Réviseurs

L'entrepreneur doit fournir les services de réviseurs pour assurer le contrôle de la qualité des textes traduits avant qu'ils soient transmis au chargé de projet. Le contrôle de la qualité comprend une comparaison approfondie de la traduction avec le texte original et la correction de la forme et du contenu de la traduction. Les réviseurs fournissent également des services de révision en anglais ou en français pour des documents traduits par d'autres personnes.

Les réviseurs doivent être des traducteurs agréés en bonne et due forme, pour la traduction de l'anglais vers le français ou du français vers l'anglais, par une association professionnelle provinciale ou territoriale affiliée au Conseil des traducteurs, terminologues et interprètes du Canada (CTTIC), ou l'équivalent québécois – l'ordre de traducteurs, terminologies, et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ).

A4.6.c. Traducteurs

L'entrepreneur doit fournir les services de traducteurs pour produire le volume de travail précisé aux clauses A4.1a et A4.2.a respectivement. Les traductions doivent être une transposition exacte du message du texte original (texte de départ) dans la langue cible. Elles doivent respecter l'orthographe, la grammaire, la syntaxe et l'usage de la langue cible, tenir compte du ton, du style et de la terminologie utilisés par le rédacteur et s'assurer que le message est compréhensible (clair, concis et adapté au destinataire).

Ajouter :

A4.6.b. Réviseurs

L'entrepreneur doit fournir les services de réviseurs pour assurer le contrôle de la qualité des textes traduits avant qu'ils soient transmis au chargé de projet. Le contrôle de la qualité comprend une comparaison approfondie de la traduction avec le texte original et la correction de la forme et du contenu de la traduction. Les réviseurs fournissent également des services de révision en anglais ou en français pour des documents traduits par d'autres personnes.

Les réviseurs doivent soit :

- a) être des traducteurs agréés en bonne et due forme, pour la traduction de l'anglais vers le français ou du français vers l'anglais, par une association professionnelle provinciale ou territoriale affiliée au Conseil des traducteurs, terminologues et interprètes du Canada (CTTIC), ou l'équivalent québécois – l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ);

ou

- b) détenir un diplôme en traduction, en littérature, en formation linguistique, en communication ou dans tout domaine connexe d'une université canadienne reconnue ou, si le diplôme a été émis par une institution étrangère, l'équivalent, tel qu'établi par un service canadien d'évaluation des diplômes et attestations reconnu. Une liste des organisations reconnues est disponible sur le site Web du Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux à l'adresse suivante : <https://www.cicdi.ca/1/accueil.canada>.

A4.6.c. Traducteurs

L'entrepreneur doit fournir les services de traducteurs pour produire le volume de travail précisé aux clauses A4.1a et A4.2.a respectivement. Les traductions doivent être une transposition exacte du message du texte original (texte de départ) dans la langue cible. Elles doivent respecter l'orthographe, la grammaire, la syntaxe et l'usage de la langue cible, tenir compte du ton, du style et de la terminologie utilisés par le rédacteur et s'assurer que le message est compréhensible (clair, concis et adapté au destinataire).

Les réviseurs doivent soit :

- a) être des traducteurs agréés en bonne et due forme, pour la traduction de l'anglais vers le français ou du français vers l'anglais, par une association professionnelle provinciale ou territoriale affiliée au Conseil des traducteurs, terminologues et interprètes du Canada (CTTIC), ou l'équivalent québécois – l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ);

ou

Solicitation No. – N° de l'invitation
E6TOR-18RM04/A
Client Ref. No. – N° de réf. du client
E6TOR-18-RM04

Amd. No. – N° de la modif.
002
File No. – N° du dossier
KIN-8-50062

Buyer ID – Id de l'acheteur
kin615
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

-
- b) détenir un diplôme soit en traduction, en littérature, en formation linguistique, en communication ou tout domaine connexe d'une université canadienne reconnue ou, si le diplôme a été émis par une institution étrangère, l'équivalent, tel qu'établi par un service canadien d'évaluation des diplômes et attestations reconnu. Une liste des organisations reconnues est disponible sur le site Web du Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux à l'adresse suivante : <https://www.cicdi.ca/1/accueil.canada>.
-

Toutes les autres modalités demeurent inchangées